



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2651
24 mai 2019
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Contre le grand capital, le camp des travailleurs



Emploi

Halte aux licenciements !

Page 3

Hôpitaux

En lutte pour des embauches

Pages 13 et 14

8, 9, 10 juin

La fête de Lutte ouvrière

Pages 8 et 9

Contre le grand capital, le camp des travailleurs

À la veille des élections au Parlement européen, les politiciens des partis de gouvernement nous disent que voter pour leur liste serait un vote utile. À entendre les uns, il faudrait voter utile contre Macron, pour Bardella-Le Pen, c'est-à-dire pour une liste qui prétend améliorer le sort des classes populaires... en les divisant, en dressant les travailleurs français contre les étrangers. À en croire les autres, il faudrait voter utile contre Le Pen... et donc pour la liste macroniste.

Nous n'avons pas à choisir. Ni Macron, ce président des riches. Ni Le Pen, qui s'exhibe en Italie aux côtés de tous les dirigeants xénophobes et antiouvriers d'Europe, comme ceux qui, au pouvoir en Autriche, permettent aux patrons de faire travailler les salariés jusqu'à 60 heures par semaine.

À chaque élection, les partis de gouvernement demandent aux travailleurs de voter pour eux. Mais tous se placent sur un même terrain: ils ne remettent pas en cause le système économique dans lequel nous vivons. Dans ce système, les véritables décisions ne se prennent pas aux élections, mais dans les grandes familles bourgeoises, dans les conseils d'administration des grandes entreprises. On le voit en ce moment avec les différents plans de suppressions d'emplois. Carrefour en annonce près de 3000. Auchan vend 21 magasins et supprime près de 800 emplois; la famille Mulliez, qui en est propriétaire, a augmenté sa fortune de 25% en un an. La multinationale Ford ferme son usine de Blanquefort et licencie ses 800 salariés. Dans les trois cas, ni le Parlement européen ni le Parlement français n'ont été consultés. La dictature économique des capitalistes se moque bien des élus et des élections.

Les élections ne changent pas la vie des travailleurs. À plus forte raison dans le cas du Parlement européen: bien malin qui pourrait dire ce que cette assemblée change effectivement. Mais les élections permettent au moins de dire ce qu'on a sur le cœur. S'abstenir, c'est laisser d'autres parler à notre place. Alors, ne nous laissons pas voler notre voix.

Pour les travailleurs, le seul vote utile, c'est le vote ouvrier. Dans ce scrutin du 26 mai, avec la liste de Lutte ouvrière conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier, ils peuvent exprimer clairement leur identité de

classe.

Ses candidates et ses candidats sont des ouvriers, des employés, des techniciens, des cheminots ou des enseignants. Ils savent ce que signifie vivre avec des salaires ou des pensions modestes. Ils connaissent l'intensification des rythmes de travail, les horaires décalés, la précarité et les restructurations permanentes.

Cette liste milite pour l'augmentation générale des salaires, des pensions et des allocations, et leur indexation sur les prix. Pas un salarié ne devrait gagner moins de 1800 euros net par mois.

Le gouvernement prétend que le chômage baisse, mais 5,6 millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi rien qu'en France métropolitaine, et 6,5 millions avec l'Outremer et toutes catégories confondues. Pour s'attaquer à ce fléau, il faudra interdire les licenciements et répartir le travail entre tous. Comment accepter que des entreprises bénéficiaires puissent se débarrasser de salariés?

On nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour les Ehpad, pour les urgences hospitalières et pour les services publics. Comment se fait-il que certains puissent, quand il s'agit de restaurer Notre-Dame, déboursier 100 ou 200 millions d'euros? Oui, il y a de l'argent dans notre société. Mais, contrairement à ce que dit Macron, il ne ruisselle pas du haut vers le bas, mais il est aspiré du bas vers le haut. Il faut donc que les travailleurs contrôlent les comptes des entreprises et les fortunes privées.

Pour imposer ces exigences, il faudra des luttes massives et puissantes du monde du travail. Il faudra remettre en cause la domination du grand capital et l'exproprier. Cela ne se joue pas dans une élection. Mais il est possible d'affirmer son appartenance au camp des travailleurs et sa volonté de s'opposer à la dictature du grand capital.

La seule liste à dire que les travailleurs, qui font fonctionner toute la société, doivent affirmer leurs intérêts matériels et politiques est la liste de Lutte ouvrière. C'est la seule liste à dire qu'ils doivent diriger la société, l'organiser et la faire fonctionner pour les besoins de la collectivité, et non pour une minorité de privilégiés.

Le 26 mai, votez pour la liste de Lutte ouvrière.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ		ENTREPRISES		DANS LE MONDE	
Suppressions d'emplois: la sauvegarde des profits, ça suffit	3	Homéopathie: concours de charlatans	6	Hôpital de Beauvais: les Urgences en grève	14
Macron: instant de vérité	3	Études supérieures: la sélection sociale à l'œuvre	7	SNCF sud-ouest: moins de service, plus de profits	15
France Télécom: un procès instructif	3	Le tri par l'argent en bonne voie	7	Ryanair: les salaires volent en rase-motte	15
		Saint-Denis: enseignants et parents en lutte	7	ÉLECTIONS EUROPÉENNES	
Affaire Vincent Lambert: récupération politique et intégrisme religieux	6	Val-de-Marne: mobilisation pour garder les AVS	7	Macron en campagne: triste mise en scène	4
L'hôpital de Reims en état de siège	6	Loi mobilités: s'ils n'ont pas de trains...	12	Le Pen - Salvini: sommet de crasse xénophobe	4
		Métro-boulot-dodo: loin des transports de rêve	12	Bardella protège les poches du patronat	4
		Taxis, ambulances, auto-écoles: tous dans la rue	12	Campagne télévisée: concours de faux débats	4
		Sans-papiers: halte aux expulsions!	16	Texte de la profession de foi de la liste Lutte ouvrière	5
		Congrès CGT: les vraies questions	16	Meeting	5
				Paroles de candidats	5
				LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE	
				Le programme	8 et 9

Suppressions d'emplois : la sauvegarde des profits, ça suffit !

« Le chômage est au plus bas depuis dix ans », prétend Macron, et la presse lui emboîte le pas. C'est un grossier mensonge car, si le taux de chômage dans la population active a baissé de 0,1 % au premier trimestre 2019, il y a toujours, selon les statistiques du ministère du Travail, six millions et demi de chômeurs toutes catégories confondus, sans compter ceux de Mayotte.

En fait, le gouvernement joue sur une donnée qui lui échappe totalement, le vieillissement de la population. Moins de jeunes arrivant sur le marché du travail, une baisse de la tension, comme disent les statisticiens, se produit mécaniquement. Il n'empêche que, en dix ans, le nombre de chômeurs sans aucun emploi et sommés

d'en chercher un a augmenté d'un million, pour s'établir à 3,4 millions. Et la prétendue baisse n'existe pas chez les jeunes de moins de 25 ans, ni chez les seniors au-delà de 50, au contraire.

De toute façon, il est difficile de croire la fable présidentielle, quand les groupes capitalistes et leurs filiales annoncent chaque semaine

de nouvelles vagues de suppressions d'emplois. Les plus récentes concernent les travailleurs de chez Ford, qui prétend, par une « refonte intelligente », des départs dits volontaires et des licenciements secs, parvenir à supprimer 7 000 emplois dans le monde. Pour n'en citer que certains, 400 à 500 travailleurs de l'usine de boîtes de vitesses de Blanquefort risquent le chômage, et ceux de l'usine allemande de la Sarre jouxtant Creutzwald en Moselle sont menacés par l'annonce de 1 600 suppressions sur les 7 000 emplois actuellement existants, ce qui concerne de nombreux frontaliers.

Des coupes claires sont annoncées chez General Electric à Belfort, dans les magasins Carrefour et Auchan, à la Société générale, à la RATP, chez Air France dans les escales, chez Castorama, Bosch à Rodez, Arjowiggins du groupe Sequana... Quant à l'État, Macron y confirme des suppressions de postes de fonctionnaires, après avoir fait mine de reculer sur ce point devant la colère des gilets jaunes sur la dégradation des services publics.



Il s'agit, dit-il, de réduire la dépense publique, sous prétexte de baisser les impôts. À d'autres!

Derrière la permanence du chômage de masse, une plaie pour des millions de familles populaires, il y a le mécanisme inexorable de l'exploitation. Les responsables n'en sont pas les machines et les robots, mais la recherche du profit, en hausse malgré la crise économique mondiale. L'intensification du travail, la mise en œuvre la plus longue possible des locaux et des installations industrielles, vont de pair avec l'allongement du temps annuel de travail et le tassement des salaires. Le chômage massif contribue à son tour à faire pression pour la diminution des salaires. Les capitaux ainsi dégagés vont

grossir les flots d'argent virtuel de la bulle financière et les fortunes bien réelles des spéculateurs. Ce n'est pas le moindre des scandales que, à l'annonce d'une vague de licenciements, l'action du groupe licencieur s'envole en Bourse et les mises capitalistes à l'avenant.

Qu'importe! Les hommes qui nous gouvernent, en matière de chômage, se contentent de peu pour triompher. Un 0,1 % de fausse baisse, une promesse de l'inversion de la courbe leur suffisent. Quitte à venir déplorer plus tard l'inefficacité des politiques de lutte contre le chômage.

Pour commencer, l'urgence serait d'interdire aux grands groupes capitalistes de licencier comme ils veulent.

Viviane Lafont

Macron : instant de vérité

« L'Europe est le cache-sexe de la lâcheté des dirigeants nationaux ou parfois locaux. La réforme de la SNCF n'est pas dictée par l'Union européenne. », a dit Macron

Voilà un bel aveu. En effet, c'est d'abord le gouvernement Macron et ceux qui l'ont précédé qui sont responsables de cette réforme. Chaque gouvernement

européen est capable de sabrer de lui-même dans ce qui est utile à la population et d'utiliser l'argent pour subventionner ses capitalistes.

Et c'est bien à leur propre gouvernement que les travailleurs doivent commencer par s'en prendre.

S.M.

France Télécom : un procès instructif

Démarré le 6 mai, le procès pour harcèlement moral de sept anciens dirigeants de France Télécom, dont Didier Lombard le PDG de l'époque, se poursuit devant le tribunal correctionnel de Paris.

Ce procès, qui examine les conditions de mise en œuvre du plan massif de suppressions d'emplois, baptisé le plan Next, est instructif. Il met en lumière les méthodes habituellement cachées des patrons pour supprimer des emplois. Pour accélérer le départ « volontaire » de 22 000 salariés sur 120 000 – un sur cinq ! – Didier Lombard et ses acolytes réunissent un millier de cadres en février 2006 pour leur mettre la pression. « En 2007, je ferai les départs par la porte ou par la fenêtre » ; « La maison est une mère poule, ça ne peut pas durer » ; « Il faut faire vite, faire vite, faire vite » ; « Fini le volontariat un peu mou, c'est la logique business qui domine » ; « On ne va pas faire dans la dentelle » : voilà le discours qu'ils leur tiennent.

Treize ans plus tard, Lombard persiste et signe. Pour lui, il fallait à marche

forcée passer de l'époque, jusqu'aux années 1990, où France Télécom était une entreprise publique, « qui avait permis d'ouvrir vingt millions de lignes de téléphone en deux ans et d'amener la fibre dans les grandes villes », à une « entreprise totalement privée, totalement en concurrence ». Au passage, Lombard rend un hommage indirect à la planification sous l'égide de l'État, quand il s'agit de développer des infrastructures indispensables. La privatisation de France Télécom, sous Jospin et la gauche plurielle, illustre comment les capitalistes ont ensuite dépecé les secteurs rentables, sans développer quoi que ce soit. Le chiffre de 22 000 départs a d'ailleurs été fourni par les services financiers, pour faire décoller l'action de France Télécom.

Une médecin du travail a témoigné des conséquences dramatiques des mutations

forcées et des mises au placard sur la santé des salariés, provoquant dépressions ou suicides. Quand elle sonne l'alarme auprès d'un directeur des ressources humaines (DRH), celui-ci répond : « Quand on secoue fort un arbre, les fruits trop mûrs ou pourris tombent. » Cynique, l'ancienne DRH du groupe, Brigitte Dumond,

a par la suite écrit sur son CV, pour vanter ses compétences : « Objectif sur trois ans : décroissance nette des effectifs 17 000 emplois, dont 16 000 en France. Objectif atteint. » Un document classé confidentiel groupe révèle même que, avec 22 450 départs entre 2006 et 2008, l'objectif a été réalisé à 103%!

Ni les actionnaires de

France Télécom, devenu Orange, les principaux bénéficiaires du plan, ni les dirigeants politiques, en particulier ceux du PS, qui ont organisé la privatisation, ne sont dans le box des accusés. Mais ceux qui y sont n'ont pas volé leur place. Ils n'auraient pas volé non plus une lourde condamnation.

Xavier Lachau.



Rassemblement devant le tribunal.

Macron en campagne : triste mise en scène

Venant à la rescousse de la liste de La République en marche menacée d'être dépassée par celle du Rassemblement national, Macron s'est fait interviewer par la presse quotidienne régionale le 20 mai.

On a eu droit à une dramatisation de la situation, un discours voulant adopter le style gaullien du « Moi ou le chaos » et du refus de l'ingérence étrangère. « Si je laisse, en tant que chef de l'État, se disloquer l'Europe, (...) j'aurai une responsabilité devant l'histoire », a-t-il dit. Après l'autojustification, il est passé à l'attaque contre

les populistes, évoquant la « connivence entre les nationalistes et les intérêts étrangers qui veulent démanteler l'Europe », les lobbyistes américains ou russes et les partis d'extrême droite européens.

Quant à ses propositions, sans surprise, elles ne sont pas si éloignées de celles de ses adversaires : il veut

« refonder Schengen, y compris jusqu'au changement des traités, (...) avec un espace plus petit si besoin, une meilleure protection commune ». Voilà une Europe plus étriquée et plus fermée qui ne déplairait pas aux souverainistes de tous bords et à ceux qui spéculent sur la peur des étrangers.

Le match progressistes contre nationalistes mis en scène par Macron avec, il est vrai, l'aide de Le Pen et consorts, n'est décidément qu'un mauvais spectacle. Rideau!

Sylvie Maréchal



Le Pen - Salvini : sommet de crasse xénophobe

Samedi 18 mai, une douzaine de partis d'extrême droite de toute l'Europe se sont rassemblés sur la place du Duomo à Milan. Devant plusieurs milliers de sympathisants, leurs orateurs ont développé jusqu'à la nausée leurs discours xénophobes, fustigeant pêle-mêle les bureaucrates de Bruxelles, la dilution des nations et l'immigration.

Si Marine Le Pen était en bonne position, Matteo Salvini, au pouvoir en Italie depuis un an, était la tête d'affiche du rassemblement. Il mène campagne au cri de « Les Italiens d'abord », n'hésitant pas à couvrir les violences des groupuscules fascistes contre des migrants ou des Roms, puisque c'est au nom de la préférence nationale pour l'accès au logement qu'elles s'exercent.

Pour ce rassemblement de tous les souverainistes, il a cependant pris de la hauteur, en appelant à Léonard de Vinci contre Macron et Juncker. Et c'est sous le patronage de la Sainte-Vierge qu'il a affirmé : « Une religion qui dit qu'une femme vaut moins qu'un homme ne fera jamais la loi chez moi. »

De la part de Salvini, qui a nommé ministre de la Famille un militant anti-avortement, cela ne manque pas de sel ! Mais peu importent le ridicule et la contradiction, quand il s'agit de brandir la menace que représenteraient l'islam et l'immigration pour de prétendues valeurs de civilisation qui seraient spécifiques à l'Europe.

Marine Le Pen, si elle a laissé la Sainte-Vierge et le rosaire à Salvini, s'est vautrée dans la même fange réactionnaire et xénophobe. Pour elle, Salvini en Italie ou Orban en Hongrie sont des modèles à suivre, puisqu'ils sont parvenus au pouvoir en promettant aux classes populaires de changer leur vie, tout en continuant à leur mener la

même guerre sociale que les partis traditionnels de la bourgeoisie.

Elle appelle de ses vœux une alliance entre tous les partis souverainistes, qui leur permettrait de former l'un des plus importants groupes du Parlement européen. Il restera à en convaincre le parti du

hongrois Orban ou le PiS polonais, pour l'heure hostiles à une alliance avec l'extrême droite de l'Ouest européen, trop russophile à leur goût, et il faudra également compter avec le scandale qui a contraint le FPÖ à quitter la coalition au pouvoir en Autriche.

Au-delà de leurs diffé-

rences, ces partis qui vont chercher leur fonds de commerce électoral sur les mêmes terrains xénophobes, islamophobes et nationalistes représentent, d'un bout à l'autre de l'Europe, une même menace pour les travailleurs et les classes populaires.

Nadia Cantale

Bardella protège les poches du patronat

Interpellé par une auditrice gilet jaune de France Inter, qui lui demandait pourquoi son parti ne revendiquait pas d'augmentation du smic, Jordan Bardella, qui conduit la liste du RN aux européennes a répondu : « Si vous augmentez le smic ce sont les chefs d'entreprise, notamment les chefs de petites et moyennes entreprises, qui vont la payer. »

Sous prétexte de protéger les petits et moyens patrons, ce que Bardella défend, c'est le droit

des grands groupes de la distribution, de l'industrie, du transport, etc. de continuer à verser des salaires qui ne permettent pas de vivre. Comme tous les autres candidats de la bourgeoisie !

Mais, comme le RN se prétend aussi proche des classes populaires qu'il serait éloigné des élites, il a une solution et propose la suppression des cotisations sociales salariales et leur prise en charge par l'État. Ainsi les salaires versés pourraient augmenter,

sans devoir prendre dans les coffres du patronat.

Faire payer une petite avancée de pouvoir d'achat d'une partie des travailleurs par l'ensemble des classes populaires, à coup d'économies sur les services publics : Macron n'a pas fait autre chose quand il a prétendu répondre aux revendications des gilets jaunes. Et c'est ce duo-là qui prétend nous vendre un scénario d'opposition irréductible entre deux projets. Quelle blague !

N. C.

Campagne télévisée : concours de faux débats

Au fil des débats télévisés, les représentants des listes présentes aux élections européennes illustrent leurs programmes.

À l'exception de ceux de Lutte ouvrière, tous débattent de ce qu'il faudrait faire, ou plutôt de ce que l'Europe devrait faire, selon les uns, ou de ce que la France devrait faire selon les autres, sans jamais se demander : « L'Europe, c'est qui ? », « La France, c'est qui ? », « Qui dirige ? Qui commande ? » L'existence de l'appareil d'État, de ses hauts fonctionnaires, de sa justice, de ses forces de répression n'est jamais évoquée. Quant à l'existence

des classes sociales, celle qui commande, la bourgeoisie, et celle qu'on exploite, la classe ouvrière, n'en parlons pas.

Ces interventions de politiciens intégrés au système se résument à parler pour ne rien dire, tellement il est évident que les élections ne servent pas à décider ce qui sera fait, les européennes ni plus ni moins que les autres.

Le point commun de ces politiciens est de ne jamais mentionner la classe capitaliste et ses sommets,

bien représentés par une poignée de superriches, individus ou familles. Tout au plus les représentants des partis arrivent-ils à parler des lobbys. Les méchants lobbys ce sont des milliers de personnes présentes à Bruxelles disent les uns, des centaines présentes à Paris, répondent les autres. C'est à ces sous-fifres, porte-serviettes des géants capitalistes de l'industrie et du commerce, qu'il faudrait s'en prendre, affirment les plus radicaux. Mais qui paie ces mercenaires prêts à présenter les bombes à fragmentation comme le

summum de la protection des populations ? À cette question répond un grand silence, car il serait indécent de nommer les capitalistes.

À leur façon, tous ces politiciens, de droite, d'extrême

droite ou de gauche, ne sont-ils pas eux-mêmes des lobbyistes, qui ne sont là que pour défendre eux aussi, la grande bourgeoisie et son règne insupportable ?

Paul Sorel



Contre le grand capital, le camp des travailleurs

**La liste de
Lutte ouvrière
conduite
par Nathalie
Arthaud et
Jean-Pierre
Mercier**

V. WIENNET



**Ce texte est celui de
la profession de foi
envoyée aux électeurs
à la veille du 26 mai**

La construction européenne a 60 ans. Quel est son bilan? Pour les travailleurs, il n'y a même pas de salaire minimum européen. Pour les femmes, pas même la généralisation du droit à l'IVG! En matière d'environnement, nous courons à la catastrophe. L'Union européenne a été conçue par et pour les groupes capitalistes. Sa politique est à l'image de toute la société, où seuls comptent l'argent et les rivalités commerciales.

Mais nous ne sommes pas de ceux qui vantent le repli national. Les frontières ne protègent pas les travailleurs. Elles n'empêchent ni les crises économiques, ni l'exploitation, ni la rapacité des capitalistes, à commencer par ceux de

notre propre pays. Elles entretiennent les inégalités et sont des obstacles pour ceux qui cherchent un endroit où gagner leur vie. Construire une Europe sociale soucieuse des peuples, de la planète, ne se fera qu'en ôtant à la minorité capitaliste son pouvoir sur l'économie et la société.

**Contre la domination
du grand capital**

Défendre nos conditions de vie et notre pouvoir d'achat exige de s'affronter à la grande bourgeoisie qui tient les commandes. Les gilets jaunes ont exprimé une juste colère contre la politique antiouvrière de Macron. Mais les donneurs d'ordres sont ceux qui possèdent les banques et les multinationales de l'industrie, de la grande distribution, de l'énergie et des transports. Ce sont eux les premiers responsables du

recul social.

Ces grands capitalistes ne brisent pas de vitrines, ils brisent des vies! En fermant des usines, en licenciant, en laminant les salaires, en aggravant les conditions de travail. Ils répandent dans les classes populaires la peur du lendemain, celle de ne pas pouvoir payer son loyer, ou d'avoir à se priver sur l'alimentation, le chauffage ou les soins.

**Salariés ou retraités,
embauchés, précaires
ou au chômage,
vous tous qui vivez
de votre travail,
exprimez
vos exigences!**

Chacun doit pouvoir vivre d'un emploi payé correctement. Il faut prendre sur les milliards de profits pour augmenter les salaires, les allocations, les pensions de retraite, et les indexer sur

les prix. Il faut interdire les licenciements, et imposer la répartition du travail entre tous sans perte de salaire.

Vouloir contrôler ce que l'État fait de nos impôts est légitime. Mais contrôler les fortunes qui s'accumulent entre les mains de quelques milliers de grands bourgeois l'est tout autant. Le grand capital s'approprie les richesses créées par ceux qui travaillent. Il écrase nombre de commerçants, de paysans et d'artisans qui, tout en travaillant d'arrache-pied, ne vivent pas mieux.

Tant que cette minorité capitaliste domine, il n'y aura pas de partage des richesses. Et, plus grave, la collectivité ne pourra pas gérer l'économie de façon à assurer à tous une vie digne de ce siècle. La concurrence pour le profit privé est devenue un obstacle au progrès social. La société n'a jamais été aussi riche... et les urgences hospitalières, les maternités, les Ehpad et l'éducation manquent de moyens! Les dirigeants du pays prétendent qu'il est impossible d'entretenir les routes, les ponts ou les voies de chemin de fer, et d'en finir avec l'habitat insalubre.

Les formidables possibilités de la société sont gâchées.

La seule devise du grand capital, c'est «Après moi le déluge». L'avenir, c'est de le renverser en l'expropriant et en prenant la maîtrise des banques et des groupes industriels et commerciaux pour décider collectivement de ce qui doit être produit et comment.

**En votant
Lutte ouvrière**

- vous marquerez votre opposition au gouvernement Macron, en rejetant ceux qui veulent le remplacer mais respectent le pouvoir de la grande bourgeoisie,

- vous exprimerez les exigences des travailleurs et de l'immense majorité,

- contre l'Europe du capital, la tentation du repli sur soi, le nationalisme et le racisme, vous défendrez la perspective d'une Europe réellement unifiée et ouverte sur le monde, qui garantisse la liberté de circulation et d'installation,

- vous affirmerez la nécessité d'une Europe débarrassée du capitalisme et fondée sur des relations égalitaires entre les peuples, sans rapports de concurrence ni de domination.

**Meeting avec
Nathalie Arthaud
et Jean-Pierre Mercier**

Rennes

Judi 23 mai à 20h30

Carrefour 18

7, rue d'Espagne

Paroles de candidats

**Salah Keltoumi, ouvrier
de l'automobile, Haut-Rhin**

Je vis à Mulhouse et travaille dans une usine automobile où toutes les nationalités se côtoient. Le patron a fait venir d'Asie, d'Europe, du Moyen-Orient, d'Afrique...

des hommes et des femmes qui, quelles que soient les différences, fabriquent toutes les richesses.

Je suis fils d'immigrés algériens et j'ai quitté la région parisienne pour venir travailler ici en Alsace.

Mon patron avait fermé l'entreprise à Aulnay-sous-Bois avec l'aide du gouvernement Hollande. Comme moi, des travailleurs sont venus travailler ici, en Alsace. D'autres, nés en Alsace, vont travailler tous les jours en Allemagne ou en Suisse.

Tous ceux qui veulent nous empêcher de circuler nous refusent le droit de vivre. Pour faire face à tous ceux qui veulent nous diviser pour mieux enrichir les patrons, travailleurs de tous les pays, unissons-nous!



**Renée Potchtovik,
factrice, Oise**

Quand je suis arrivée à Beauvais, il y avait de grandes usines qui employaient des milliers d'ouvriers. 2 500 chez Bosch, autant chez Nestlé, chez Spontex et Massey Ferguson, 600 chez Labrosse et Dupont. Il y avait de nombreux cheminots et facteurs.



L'usine Bosch a été liquidée en 2009, Nestlé a fermé en mars 2019. Toutes les autres entreprises, à part Massey Ferguson, ont réduit leurs effectifs de façon sévère. Cela fait

des milliers de jeunes qui tournent en rond dans les cités.

C'est révoltant: tous ces grands groupes internationaux aux profits colossaux sont de vrais cancers pour la société.

**Nicolas Bazille,
cheminot,
Loire-Atlantique**



Je suis frappé par le développement de la précarité. Ainsi, au nettoyage, des intérimaires viennent parfois travailler pour

deux heures seulement! De nombreux collègues sont en CDD, parfois pendant plusieurs années, et peuvent avoir des contrats d'une seule journée. Ce qui m'a marqué le plus, c'est la grève des cheminots au printemps 2018. Le refus de la précarité et de pouvoir être licencié au gré des appétits capitalistes a mis le feu aux poudres. Bien des collègues ont alors appris à s'organiser et se sont transformés en militants, chacun selon ses moyens.

**Dominique
Clergue, ouvrière
qualifiée, Loiret**



Je suis révoltée par l'injustice sociale depuis mon enfance. Je suis devenue militante révolutionnaire lorsque j'ai

rencontré des militants de Lutte ouvrière en 1980, alors que j'étais intérimaire. Aujourd'hui, je suis ouvrière professionnelle dans une usine de caoutchouc

de l'agglomération de Montargis. J'y travaille depuis 30 ans et côtoie des travailleurs de toutes origines, portugais, espagnols, africains, turcs... Qu'on soit en CDD, intérimaire ou embauché, c'est notre travail à tous qui crée les richesses et engraisse les actionnaires.

Affaire Vincent Lambert : récupération politique et intégrisme religieux

Alors que l'équipe médicale du CHU de Reims avait débuté la procédure pour cesser l'alimentation de Vincent Lambert, tétraplégique et dans un état végétatif depuis dix ans après un accident de la route, la cour d'appel de Paris a demandé la reprise de l'alimentation artificielle.

La bataille juridique indécente autour du sort de cet homme dépasse largement la question du droit à mourir dans la dignité. Les parents de Vincent Lambert, à l'origine de ces recours, ont fait du corps de leur fils un étendard du courant pro-vie auquel ils appartiennent. Avec la campagne des européennes et les prises de positions de François-Xavier Bellamy, candidat LR et de Jordan Bardella pour le RN, l'affaire est devenue politique.

Mettre fin à l'acharnement thérapeutique est certes toujours une décision délicate à prendre. Elle l'est davantage encore dans une société basée sur des rapports d'argent, où les hôpitaux manquent de moyens et de personnel et sont soumis à des critères de rentabilité. Il faut avoir confiance dans le fait que l'équipe médicale a épuisé tous les traitements possibles, fussent-ils très coûteux. Les dysfonctionnements récurrents peuvent rendre méfiant devant une loi autorisant l'aide active à mourir, c'est-à-dire l'euthanasie, telle que le réclament des associations de malades ou comme cela existe en Belgique ou aux Pays-Bas.

Mais, dans le cas de Vincent Lambert, il n'y a aucune ambiguïté. Sa femme Rachel, son neveu, certains de ses frères et sœurs,

s'appuyant sur les convictions exprimées par lui avant son accident, ont pu valider en toute conscience la proposition de cesser l'alimentation artificielle. Mais depuis dix ans les parents, proches de la fraternité sacerdotale Saint-Pie-X, une organisation catholique intégriste d'extrême droite, multiplient les recours juridiques et les manifestations devant l'hôpital.

Sans égard pour la dignité de leur fils, ils n'ont pas hésité à diffuser une vidéo de son lit d'hôpital. Alors que l'arrêt des soins de Vincent Lambert avait été validé par le Conseil d'État en avril, après divers appels, ces militants intégristes ont

trouvé l'appui de juges qui font passer leurs propres convictions réactionnaires avant celles exprimées par les plus proches du malade. Les évêques de France, qui ont cautionné pendant des siècles la peine de mort, se sont mobilisés pour dénoncer sans honte « une précipitation pour la donner ».

Le comble de l'indécence

est venu de Bellamy, catholique notoire, hostile à l'avortement, qui s'est publiquement réjoui sur Europe 1 de la reprise de l'alimentation de Vincent Lambert. La veille, Bardella pour le RN s'était déclaré « choqué par l'arrêt des soins ». Ces deux-là se moquent évidemment du sort de Vincent Lambert

mais, en pleine campagne des européennes, ils sont en compétition pour courtiser l'électorat catholique.

Ce n'est ni aux dirigeants politiques, ni à des autorités morales autoproclamées, juges, dignitaires religieux voire professeurs de médecine, d'imposer à toute la société leur ordre moral.

Xavier Lachau



En 2016, manifestation contre la procédure d'arrêt des soins.

L'hôpital de Reims en état de siège

L'annonce de l'arrêt des soins de Vincent Lambert, hospitalisé au CHU de Reims, a déclenché de nombreuses réactions, notamment de la frange la plus réactionnaire de la société.

Les parents de Vincent Lambert, catholiques traditionalistes, avaient par exemple appelé dimanche 19 mai à un rassemblement qui a réuni moins d'une centaine de personnes devant l'unité de soins, afin de mettre la pression sur les autorités médicales.

Cela fait des années que ces pressions existent. L'un des précédents

responsables du service à l'origine de la première demande d'arrêt, catholique pratiquant, a préféré jeter l'éponge en dénonçant les menaces subies.

Le climat était si tendu que la sécurité, déjà fortement présente auparavant, a encore été renforcée. Le service où est hospitalisé Vincent Lambert était en partie fermé, les accès à

l'hôpital contrôlés. Tout le personnel et les patients étaient touchés dans leur vie quotidienne, notamment des personnes âgées atteintes d'Alzheimer qui, avec leurs proches, ne pouvaient plus circuler librement dans cet établissement ou se rendre par exemple à la cafétéria.

La femme de Vincent Lambert, infirmière comme lui, est aussi menacée depuis des années par les milieux intégristes. Elle continue cependant à essayer de faire que la

volonté de son époux de mourir dans la dignité soit enfin respectée.

Ce sont toutes ces pressions des milieux catholiques réactionnaires qui ont conduit la cour d'appel de Paris à demander au CHU de Reims de surseoir à sa décision. De nouveau, Vincent Lambert se retrouve l'otage inconscient d'une bataille qui se livre à ses dépens. Pour les personnels de l'hôpital, les patients et leurs familles, l'état de siège va continuer.

Correspondant LO

Homéopathie : concours de charlatans

La Haute autorité de santé (HAS) a rendu le 15 mai un projet d'avis conseillant le déremboursement total des produits homéopathiques.

L'homéopathie est une imposture, puisqu'elle prétend fabriquer des médicaments agissant sur l'organisme alors qu'ils ne contiennent aucun principe actif. Cela n'a certes jamais fait de mal à personne, sauf aux malheureux ou aux fanatiques qui refusent de se soigner autrement. Cela a même pu soulager certains patients, dans les mêmes proportions et pour les mêmes raisons que n'importe quelle autre croyance magique. Mais l'homéopathie a surtout fait la fortune

des laboratoires Boiron, producteur quasi exclusif des petites sucrées aux noms exotiques. La famille Boiron, 600 millions d'euros de chiffre d'affaires, est lyonnaise, amie et soutien de Gérard Collomb, maire de cette ville. C'est bien pourquoi l'édile est immédiatement monté au créneau. Ne pouvant décentement soutenir une médecine de charlatan ou les profits qui vont avec, il a évidemment parlé des emplois menacés.

Mais, au fond, les administrateurs de la HAS et le

gouvernement derrière eux ne valent pas mieux que l'industriel vendeur d'orviétan et le politicien à son service. Le déremboursement de l'homéopathie n'est que la dernière d'une très longue série d'économies faites aux dépens des assurés. Parmi les centaines de produits déremboursés depuis 1999, qui, si ce n'est les patients, est capable de dire ce qui soulage ou non? Mais on ne leur demande rien.

La justification officielle de cette litanie de déremboursements est d'économiser sur les produits anciens, réputés moins efficaces, pour rembourser les nouveaux, qui le seraient

plus. Ce faux bon sens sert comme toujours à masquer un choix social : les profits des grandes entreprises de médicaments et de santé sont préservés et abondés par la Sécurité sociale, quitte à moins bien rembourser, voire à moins bien soigner les assurés, c'est-à-dire essentiellement les travailleurs.

Les cris d'orfraie de Boiron, dont l'action coule en Bourse, feront peut-être hésiter le gouvernement sur cette économie de troisième ordre. Mais la politique de déremboursements continuera, et pas à dose homéopathique, hélas.

Paul Galois



Études supérieures : la sélection sociale à l'œuvre

Le 15 mai, les 898 000 jeunes qui aspirent à faire des études au-delà du bac ont reçu une réponse de la plateforme Parcoursup, mise en place depuis l'an dernier par le ministère de l'Éducation nationale.

La moitié d'entre eux n'ont reçu que des réponses négatives et se retrouvent sur des listes d'attente.

Parmi l'autre moitié, bien des jeunes ne sont pas admis à la formation qu'ils souhaitent en priorité. De plus, 67 000 ont été victimes d'un bug : après avoir cru qu'ils étaient admis, ils ont

appris quelques jours plus tard qu'en fait ils devaient patienter sur liste d'attente. Près d'un demi-million de jeunes vivent des jours, des semaines et des mois d'inquiétude et d'attente avant l'inscription en université ou dans une formation supérieure.

La plateforme Parcoursup

n'est que la dernière en date des méthodes utilisées pour sélectionner ceux qui auront le droit de suivre des études supérieures et d'aspirer à un emploi dans le domaine de leur choix. Quelle que soit la méthode, il refuse de mettre les moyens nécessaires pour permettre à chacun d'accéder à une éducation satisfaisante. Et cela tout au long du parcours scolaire.

Dans cette société, les enfants des classes

populaires sont négligés. Ils s'entassent dans des classes surchargées tout au long de leur scolarité. Même lorsqu'ils arrivent au baccalauréat et au seuil de l'université, le droit de suivre des études leur est contesté. L'État ne construit pas assez de facultés et ne recrute pas assez d'enseignants. Au contraire il veut écarter les étudiants non issus d'une famille aisée : les frais d'inscription pour les étrangers non-européens

viennent d'être multipliés par dix. Il est à craindre que cette mesure injuste n'en inspire d'autres.

L'éducation, primaire, secondaire ou supérieure, ne fait que reproduire les inégalités de cette société où la bourgeoisie jouit de tous les privilèges, au détriment de la majorité de la population. Pour révolutionner la première, il faudra renverser la seconde.

Lucien Déroit

Le tri par l'argent en bonne voie

Le 19 mai, à l'université Morehouse d'Atlanta, un milliardaire américain a annoncé aux 396 étudiants qui venaient d'obtenir leur diplôme qu'il allait effacer la totalité de leurs dettes contractées pour financer leurs études, pour un montant d'une quarantaine de millions de dollars, soit 10 000 dollars en moyenne par étudiant.

Comparés aux frais d'études dans une université américaine prestigieuse, qui peuvent atteindre 70 000 dollars par année, les tarifs de celle-ci, créée en 1867 pour permettre aux Afro-Américains d'accéder à l'enseignement supérieur, semblent un peu plus

accessibles à une population moins fortunée. Mais ils sont cependant énormes et, si ces étudiants n'ont pas des parents suffisamment aisés pour financer leurs études, ils ne peuvent s'en acquitter qu'au prix d'un endettement courant sur des années, voire des

dizaines d'années.

40 millions d'étudiants américains seraient ainsi endettés, pour un total d'environ 1,3 milliard de dollars, dont 8 millions seraient dans l'incapacité de rembourser leur prêt, ce qui fait craindre aux économistes une crise sur le modèle de celle des subprimes de 2008.

Les États-Unis restent le modèle d'un système éducatif sélectionnant ses étudiants par l'argent, mais bien d'autres pays, y compris la France, marchent

dans cette voie. Déjà les grandes écoles, HEC ou autres écoles de commerce, pratiquent des tarifs avoisinant les 15 000 euros annuels. Pour l'instant, les universités françaises se limitent à des frais d'inscription allant de 170 à 600 euros selon l'examen préparé, mais qui grimpent jusqu'à 3 770 euros pour les étudiants venant d'un pays extra-communautaire, c'est-à-dire essentiellement d'Afrique.

Si les gouvernements successifs ont fait grand

bruit au sujet de quelques étudiants venus de banlieue populaire ayant réussi à intégrer Sciences Po ou de grandes écoles, la majorité des enfants de travailleurs n'ont même pas les moyens d'aller au-delà du baccalauréat, ne serait-ce que parce qu'il leur faut bien se nourrir et se loger le temps de leurs études, sans être une charge pour leur famille. La sélection par l'argent commence là, mais elle est en bonne voie pour s'accroître.

Marianne Lamiral

Saint-Denis : enseignants et parents en lutte

À Saint-Denis, enseignants et parents d'élèves continuent à se mobiliser pour réclamer des moyens humains à la hauteur des besoins des quartiers populaires.

Alors qu'une manifestation était prévue jeudi 16 mai devant la mairie par les enseignants en colère contre les lois et réformes du ministre Blanquer, des incidents survenus dans des écoles du centre ont mis en évidence des conditions de travail rendues encore plus difficiles.

Lundi 13 mai en effet, un individu inconnu a fait

irruption dans le groupe scolaire Victor-Hugo, situé au milieu des cités où le trafic de drogue sévit. Cette école est devenue un lieu de dépôt de la drogue. Tous ses élèves ont alors été confinés pendant une heure. Le lendemain, l'intrusion de quatre personnes sans domicile était constatée dans le dortoir d'une école maternelle voisine. Le soir même,



des réunions de quartier rassemblaient enseignants, animateurs et parents d'élèves. Plus de 200 personnes se sont retrouvées à l'école Victor-Hugo. Certains enseignants ont usé de leur droit

de retrait, tandis que des parents ont occupé des écoles et appelaient à une journée école déserte le lendemain.

Jeudi 16 mai, enseignants et parents ont défilé jusqu'à la mairie. Les professeurs des

écoles étaient rejoints par les enseignants des collèges, en grève contre le manque de moyens alloués à la rentrée prochaine, et ceux des lycées, qui protestent contre les réformes des lycées généraux et professionnels. « On veut des moyens, on n'est pas des moins que rien », scandaient les manifestants.

Alors que la Seine-Saint-Denis connaît une hausse démographique et que les effectifs dans les écoles augmentent, des postes d'enseignants continuent d'être supprimés, de la maternelle au lycée. Les contacts entre enseignants et parents pris lors de toutes ces actions seront bien utiles pour les luttes à venir.

Correspondant LO

Val-de-Marne : mobilisation pour garder les AVS

Au mois de mai, les services de l'inspection académique ont envoyé un mail à des écoles du Val-de-Marne annonçant que, pour des raisons budgétaires, il n'y aurait plus aucun renouvellement de contrats aidés d'AVS (accompagnateurs d'enfants en situation de handicap) jusqu'à nouvel ordre. Il était même demandé

de veiller à ce qu'aucun AVS ne se rende dans les écoles à expiration de leur contrat aidé.

Ce rapide mail signifie concrètement pour ces travailleurs le retour à Pole emploi, des enfants en situation de handicap sans personne pour les aider, des parents qui l'apprendront de la bouche des enseignants, et des

enseignants seuls dans leur classe. D'après les syndicats, 80 AVS sont concernés dans le département.

Le mercredi 15 mai, environ 40 personnes, dont des AVS, des parents et des enseignants, se sont rassemblées devant l'inspection académique, qui a fini par annoncer le renouvellement de ces contrats sans attendre la

rentrée de septembre. En même temps, des parents reçus par l'inspection académique ont exigé qu'un nouveau contrat pour l'AVS de leur enfant soit signé devant leurs yeux

Pour empêcher les licenciements déguisés en fins de contrat prévus par ce simple mail, il aura fallu la mobilisation de tous.

Correspondant LO



8, 9 et 10 juin à Presles - Val-d'Oise

Trois jours de fête et de fraternité

Reconstruire le monde, au détour des discussions et débats, partager les idées et les combats, sans parler des moules et des frites, chacun pourra le faire à la fête de Lutte ouvrière, qui se tiendra les 8, 9 et 10 juin dans le

parc boisé de Presles, dans le Val-d'Oise.

La fête de Lutte ouvrière, c'est une pause dans la brutalité des rapports sociaux, studieuse si on le souhaite car il y a tant à voir, à écouter, à lire, bucolique dans

les sous-bois et l'Arboretum, gourmande un peu partout, sportive par endroits, mais aussi propice à la détente et à la réflexion.

La fête, c'est trois jours d'invitation au voyage vers un monde sans frontière.



Des jeux pour tous

Des dizaines de jeux sont accessibles en permanence, gratuits pour la plupart, des classiques jeux de kermesse aux parties d'échecs en simultané, en passant par le mur d'escalade et le mini-golf.

Les enfants peuvent se promener partout en toute sécurité. Une carte orange gratuite leur donne accès librement à de nombreux jeux. Pour le bonheur des

enfants, la tranquillité d'esprit et la liberté des parents :

• **La Cité des jeunes**, une belle aire de pelouse et de sous-bois avec animations, dessins animés, contes, jeux, sous la surveillance permanente d'adultes qualifiés.

• **L'Accueil des tout-petits**, où les bébés de plus de trois mois sont accueillis par des camarades compétents et attentifs.

Débats au Chapiteau Karl-Marx

Samedi

- **Valérie Rey-Robert**, pour son livre-réquisitoire contre les violences sexuelles : *Une culture du viol à la française*
- **Julien Bordier**, traducteur des mémoires de Rosa Parks
- **Marie Treps**, *Maudits mots - la fabrique des insultes racistes*
- **Jean-Jacques Marie**, l'invention du « judéo-bolchevisme » par les Blancs durant la guerre civile en Russie
- **Robert Kosmann**, pour son livre *La perruque, un travail détourné*
- **William Blanc**, *Une brève histoire politique de la Fantasy*
- **Mehdi Charef**, pour son livre *Rue des pâquerettes*
- **Michèle Audin**, présentation de son ouvrage sur les écrits d'Eugène Varlin - *ouvrier relieur 1839-1871*
- **Françoise Olivier-Utard**, les conseils ouvriers en Alsace-Lorraine en 1918
- *Negroes with guns*, présentation du livre de Robert F. Williams sur l'autodéfense des Noirs aux États-Unis pendant la ségrégation
- **Alexandre Romanès**, du cirque Romanès : la ségrégation contre les Tziganes dans la France de Macron

Dimanche

- **David Mauger**, *Un pompier pyromane - des décennies d'ingénierie française en Côte d'Ivoire*
- **Alain Carré**, médecin : la réforme en cours de la médecine du travail
- **Éliane Viennot**, *L'Académie contre la langue française*, le dossier « féminisation »
- **Renaud Piarroux**, médecin : *Choléra Haïti 2010-2018, histoire d'un désastre*
- **Aline Céril**, Combat ouvrier : il y a dix ans, la grève générale aux Antilles
- **Lutte ouvrière**, Algérie : quelles perspectives pour un vaste mouvement social ?
- **Roger Lenglet**, *Le livre noir de l'amiante*
- **Débat Lutte ouvrière-NPA**, à 18 heures
- **Judith Magre**, lecture de pages de Flora Tristan
- **Sylvie Thénault**, l'affaire Audin, la torture et les exécutions sommaires durant la guerre d'Algérie

Lundi

- **Marie-Laure Dufresne-Castets** (avocate) et **Pascal Moussy** (conseiller juridique), le droit, les mots et la lutte de classe
- **Isabelle Matamoros**, présentation de l'édition des œuvres complètes de Flora Tristan
- **Patrick Coupechoux** (journaliste) et **Frank Drogoul** (psychiatre), la psychiatrie en crise et victime de la crise
- **Lutte ouvrière**, la découverte d'écrits de trotskystes soviétiques quand ils militaient dans les prisons de Staline
- **Patricia Latour**, les textes de la militante bolchevique Alexandra Kollontaï
- **François Guennoc**, de l'Auberge des migrants de Calais
- **Présentation des livres *Dans l'atelier du monde* et *Les compagnons de la Charte***, révolution industrielle et débuts du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne



Meetings de Nathalie Arthaud dimanche et lundi à 15 heures

Au Carrousel de la connaissance

Sapiens et C^{ie} :

quoi de neuf sur nos origines ?

Spectacle audiovisuel de 45 mn

À la Cité des Sciences

Samedi

- **Stéphen Rostain**, archéologue : la forêt vierge d'Amazonie n'existe pas !
- **Philippe Henarejos**, journaliste scientifique : il y a 50 ans, on a marché sur la Lune
- **Fabienne Delfour**, éthologue : l'intelligence sociale des dauphins
- **Michel Brunet**, découvreur de notre ancêtre « Toumaï » : nos origines africaines
- **Marc Peschanski**, biologiste : les essais cliniques de médicaments

Dimanche

- **Fabienne Malagnac et Sébastien Boyer** : deux vrais jumeaux sont-ils identiques ?
- **Hubert Krivine**, physicien : l'intelligence peut-elle être artificielle ?
- **Jérôme Van der Woerd**, géologue : le risque sismique existe partout

- **Florent Déroit**, paléontologue : la découverte d'autres espèces humaines, à Florès et Luçon
- **Étienne Klein**, physicien : l'idée du vide en physique
- **Bahia Guellai** : comment le bébé apprend à parler
- **Alain Riazuelo**, astrophysicien : les trous noirs

Lundi

- **Sylvie Testelin**, chirurgienne : transplantation et greffe de visage
- **Robert Vautard**, climatologue : tempêtes, cyclones, inondations, l'impact du réchauffement climatique
- **Eric Bapteste**, chercheur en biologie : le rôle du collectif dans l'évolution des espèces
- **Christophe Lavelle**, biophysicien : chocolat et autres boissons fermentées

Venir à la Fête, ce n'est pas compliqué

En train : nous recommandons ce moyen de transport.

Départ : toutes les heures de Paris-gare du Nord à partir de 6h 34 (durée : 38 minutes).

Renseignements sur transilien.com

La gare de Presles-Courcelles (ligne H) est à 900 m de la fête. Un minibus fait la navette de la gare de Presles à l'entrée de la fête (priorité aux personnes à mobilité réduite).

En car : navettes gratuites, au départ du métro Saint-Denis-Université (ligne 13), pendant les heures d'ouverture de la fête. Durée du trajet : 45 à 60 mn.

Depuis les régions : des départs collectifs sont organisés à partir de nombreuses villes.

Renseignements auprès de nos camarades et sur les sites régionaux.

Programme, horaires, renseignements pratiques, billetterie... <https://fete.lutte-ouvriere.org>



Fête de Lutte ouvrière

Les spectacles du Grand Podium

Samedi

- 14h30 **N'BEE SWEET MEN**, afro-groove et rythmes afro-caribéens
- 17h15 **FÉLOCHE**, chansons rock
- 20h30 **AZIZ SAHMAOUI & UNIVERSITY OF GNAWA**, rythmes berbères, jazz funk et musiques d'Afrique



Dimanche

- 14h **KOSH**, humour, beatbox, bruitages
- 16h **LES WRIGGLES**, « Complètement Red », humour trash et mélodies tendres
- 18h15 **BEKAR**, chansons groove et klezmer,
- 21h **SIDI WACHO**, « Bordeliko », hip-hop et cumbia-électro, festif et engagé

Lundi

- **CUMBIA YA !**, orchestre franco-argentin
- **APRO BLUES ROCK BAND**



Au Théâtre de verdure

Samedi

- **MOONLIGHT SWAMPERS**, reprises rock
- **LESSENCE**, rap
- **DOUNEGNO**, musique togolaise
- **GRISBI SOULMUSIC**, blues et rock



Dimanche

- **LES MOYENS DU BORD**, opéra déjanté
- **LOST IN SOUL**, soul music
- **L'ÉTABLI**, par la C^{ie} du **BERGER**, lecture musicale d'après le témoignage de Robert Linhart, ouvrier OS en usine
- **JEF SICARD QUINTET**, jazz, hommage à Django Reinhardt

Lundi

- **ÇA NOUS RAMÈNERA PAS DALIDA**, humour, compositions originales d'après des chansons d'artistes connus
- **BB CLAN**, rock celtique
- **« LE BLUES, TOUTE UNE HISTOIRE ! »**, par le groupe Blues non stop

L'Arboretum

Cinq promenades commentées parmi 110 espèces différentes d'arbres du monde entier

L'arbre, quel être étonnant! – Les arbres voyageurs

L'arbre sensuel – L'arbre et les poètes – 10 arbres, 10 histoires et une surprise!

Une exposition sur les arbres remarquables

Des ateliers

Le bois dont on fait les violons, le papier, les bateaux...

Les graines – Le tour à bois – Dégustation de boissons d'arbres

Le bananier, cette bizarrerie

Des conférences avec

Pierre Avenas: l'histoire des noms des arbres, et **Georges Feterman** (président de l'association A.R.B.R.E.S. Arbres remarquables): quoi de neuf sur les arbres.



Le Village médiéval

Petits et grands pourront découvrir les activités et les techniques du Moyen Âge, au travers de différents ateliers et échoppes animés par des spécialistes: la forge médiévale, la calligraphie, la vannerie, le travail du bois, la présentation des instruments de musique, le four à pain...

• **Des pièces de théâtre**: *Le vilain mire*, comment un paysan va-t-il passer pour un médecin, *Comment les femmes ont arrêté la*

guerre... Depuis Aristophane, rien n'a changé!

• **Des animations**: démonstrations de combats en armure, escrime ancienne, jongleurs, danseurs, conteurs, diseurs de poèmes médiévaux, spectacle de feu samedi soir et dimanche soir, bal folk dimanche soir.

• **Des conférences historiques** sur la justice pénale au haut Moyen Âge, le travail des femmes, Games of Thrones...

La Cité des arts

L'art sous toutes ses formes, présenté de façon abordable et ludique à travers des ateliers, des conférences avec travaux pratiques, des spectacles et des expositions commentées.

• **Ateliers**: Venez apprendre à modeler un corps humain – Peindre à la manière des impressionnistes ou s'initier à l'aquarelle

• **Concerts - conférences**: Molière, sa vie, son œuvre... jouées par une troupe de théâtre – Chopin, l'un des initiateurs de la musique romantique au 19^e: évocation de son œuvre illustrée au piano – L'opéra n'a rien à envier au cinéma

• **Miniconférences**: Le blues – Les estampes japonaises – Le vitrail gothique



Les cartes et bons

Vous pouvez vous procurer les cartes d'entrée à 15 euros pour les trois jours de la fête. Sur place, elles coûteront 20 euros. Les cartes et les bons d'achat – 4 euros pour une valeur de 5 euros – sont disponibles:

- auprès de nos camarades,
 - par courrier: Lutte ouvrière – BP 20029 – 93501 Pantin Cedex (chèques à l'ordre de Lutte ouvrière),
 - sur notre site: fete.lutte-ouvriere.org
- L'entrée de la fête est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

Brésil : étudiants et enseignants dans la rue

Mercredi 15 mai, dans plus de 200 villes du Brésil, dont toutes les capitales d'État, des manifestations se sont déroulées qui, selon les organisateurs, auraient réuni plus d'un million de personnes.

Ce sont principalement des étudiants et des enseignants des universités fédérales qui ont protesté contre les coupes dans leurs budgets et leurs bourses de recherche. Mais les manifestations ont aussi rassemblé de nombreux étudiants d'autres universités, privées ou dépendant des villes ou des États, ainsi que des lycéens, des enseignants de tout niveau et de tout statut et de simples citoyens, tous inquiets.

L'éducation est un sujet qui fait l'unanimité au Brésil, comme la lutte contre la corruption. La réduction temporaire annoncée par le ministre, sous prétexte de baisse des rentrées d'impôts, représente 3,5 % des dépenses concernant l'eau, l'électricité, le matériel et la recherche des 66 universités et 38 instituts fédéraux d'éducation. Même si cela ne

touche ni les salaires ni les retraites, c'est à juste titre tout l'enseignement et la recherche qui se sentent visés.

Jair Bolsonaro, président en poste depuis janvier, est en effet obsédé par ce qu'il appelle le « marxisme culturel ». Il est convaincu que professeurs et étudiants sont en majorité de gauche, partisans du Parti des travailleurs et de Lula, donc marxistes. Son rêve est de rogner le plus possible l'enseignement, en particulier les matières pour lui « idéologiques », comme la philosophie, l'histoire ou la sociologie. La dictature militaire (1964-1984), que l'actuel président admire tant, avait transformé la philosophie en « éducation morale et civique » et l'histoire-géographie en « études sociales ». Bolsonaro a confirmé le 24 avril qu'il avait l'intention de supprimer les



subventions publiques aux études de sociologie et de philosophie.

Après le succès de la journée du 15, l'Union nationale des étudiants (UNE) annonce de nouvelles manifestations pour le 30. De leur côté, les syndicats ouvriers appellent à une grève le 14 juin contre la réforme des retraites annoncée par le gouvernement. Certains syndicats ont d'ailleurs dénoncé cette réforme dans les cortèges du 15 mai, en particulier à Sao Paulo. Cette réforme va repousser l'âge de départ en retraite et diminuer les pensions. Elle est impopulaire. C'est sans doute pourquoi depuis des années les gouvernements successifs repoussent son

adoption.

Comme pendant sa campagne électorale, Bolsonaro multiplie déclarations et tweets réactionnaires. Il a traité les manifestants du 15 mai d'imbéciles manipulés par la gauche.

Mais, en plus de quatre mois, son bilan se limite à deux décrets facilitant le port d'arme. Il se présentait comme le chevalier blanc qui allait terrasser la corruption, et c'est son fils Flavio, sénateur, qui est aujourd'hui soupçonné de corruption et de liens avec les milices paramilitaires de Rio. Même sa majorité parlementaire vacille, une partie de ses alliés du centre-droit contestant sa réforme des retraites.

Que ce président ouvertement réactionnaire, machiste et homophobe soit contesté dans la rue par les étudiants, cela fait à coup sûr plaisir à tous ceux qui ont ressenti son élection comme une défaite pour les idées progressistes et pour le monde du travail. Mais elle était aussi la suite d'un long recul des luttes et de la conscience ouvrières, recul auquel ont contribué les syndicats, les partis et les gouvernements de gauche. C'est ce terrain qu'il faut regagner, non seulement contre les politiciens réactionnaires, mais aussi contre la bourgeoisie, l'individualisme et la soumission qu'elle propage.

Vincent Gelas

États-Unis : droit à l'avortement menacé

Les uns après les autres des États américains gouvernés par le Parti républicain prennent des dispositions législatives limitant et même interdisant le recours à l'avortement.

C'est la suite d'une campagne permanente de politiciens réactionnaires et de partisans d'un ordre moral et religieux contre ce droit élémentaire, pour lequel les femmes se sont battues et qui a été reconnu en 1973 par la Cour suprême des États-Unis.

En Alabama, les médecins qui pratiquent des avortements sont ciblés et criminalisés par ces nouvelles dispositions. À la fin de l'année, ils seront passibles de 99 ans de prison, même si leur patiente a été victime d'inceste ou de viol. En Ohio, une fillette de

11 ans, violée par un adulte, sera peut-être obligée de donner naissance à l'enfant de son tortionnaire.

En Georgie la nouvelle loi, applicable l'an prochain, attribue une personnalité juridique aux embryons dès qu'un battement de cellule cardiaque est détecté, en général cinq ou six semaines après la conception, c'est-à-dire avant que bien des femmes ne sachent qu'elles sont enceintes ! Outre l'interdiction de l'avortement que cela implique, les femmes victimes de fausse couche pourront être l'objet d'une enquête policière pour

homicide, puisque le fœtus sera considéré comme un enfant.

En promulguant au cours du mois de mai ces lois anti-avortement sévères, les gouverneurs de Georgie et d'Alabama ont délibérément provoqué les partisans du droit à l'avortement. Ils s'attendent à ce que les associations de défense du droit à l'IVG les contestent devant la Cour suprême. Or Trump a procédé à la nomination de deux juges conservateurs à cette cour pour en modifier la majorité. Le courant réactionnaire espère ainsi avoir l'occasion de renverser l'arrêt historique de 1973 et de remettre en cause le droit à l'avortement reconnu à toutes les femmes aux



1977 à New York, pour le droit à l'avortement.

États-Unis, laissant chaque État libre de sa législation en la matière.

Dans ce pays, comme en France, le droit à l'avortement a été arraché par des luttes importantes au cours des années 1960-1970. Bien des Américaines sont prêtes à se battre à nouveau pour le conserver. Elles l'ont montré

il y a deux ans au travers d'immenses manifestations à l'occasion de l'intronisation de Trump à la Maison-Blanche, le mettant en garde contre toute remise en cause de leurs droits. Contre ces politiciens et religieux obscurantistes, il leur faudra se mobiliser de nouveau.

Lucien Déroit

Dividendes mondiaux : toujours plus

Sur les seuls trois premiers mois de 2019, les grands groupes mondiaux cotés en Bourse ont distribué 236,3 milliards de dollars de dividendes à leurs actionnaires, soit 212 milliards d'euros. Pour donner un point de comparaison,

il faut rappeler que le budget 2019 de l'État français s'élève à 390 milliards d'euros. Cela signifie qu'en trois mois les actionnaires de ces multinationales vont empocher l'équivalent de plus de la moitié du montant de ce budget.

Ces résultats du premier trimestre seraient du jamais vu d'après le journal *Les Échos* du mardi 21 mai. Sur l'ensemble de l'année 2019, 1 430 milliards de dollars devraient être versés aux actionnaires à l'échelle de la planète, un montant en

augmentation de 4 % par rapport à 2018.

Ces milliards sont tirés de l'exploitation toujours plus féroce des travailleurs du monde entier. À quoi serviront-ils ? À investir dans l'emploi, augmenter les salaires, à produire des

choses utiles à la population, à éradiquer la faim dans le monde ? Non, bien évidemment. Les actionnaires de grands groupes capitalistes sont des parasites dont il faudra débarrasser la société.

Aline Rétesse

Autriche : l'extrême droite en flagrant délit

Le chancelier autrichien Sebastian Kurz a annoncé, le 18 mai, la fin de la coalition créée en décembre 2017 entre sa formation, le Parti populaire autrichien (ÖVP-droite conservatrice), et le Parti de la liberté (FPÖ) d'extrême droite.

Quelques heures auparavant, le vice-chancelier et chef du FPÖ, Heinz-Christian Strache, mis en cause dans un scandale en lien avec la Russie, avait présenté sa démission. Deux jours plus tard, l'ensemble des ministres du FPÖ démissionnaient à leur tour. Mais le ministre de l'Intérieur du FPÖ, Herbert Kickl, a eu tout de même le temps d'une dernière ignominie en publiant, peu avant son départ, un décret qui abaisse la rémunération des demandeurs d'asile à 1,5 euro de l'heure lorsqu'ils font des travaux d'intérêt général ! Des élections législatives anticipées vont désormais avoir lieu en septembre.

L'affaire avait éclaté avec la publication par deux journaux allemands d'une vidéo tournée en caméra cachée en juillet 2017 dans une villa de luxe d'Ibiza, aux Baléares. Le chef du FPÖ y apparaît en

grande discussion avec une femme se présentant comme la nièce d'un oligarque russe et prétendant vouloir investir en Autriche. Strache décrit à la visiteuse un mécanisme de financement du FPÖ permettant de contourner la Cour des comptes via des versements à une association, et non directement au parti. Il suggère à son interlocutrice qu'il pourra, en échange d'un tel financement occulte, lui obtenir des contrats publics, au détriment d'un des principaux trusts autrichiens du bâtiment, la Strabag. Strache évoque aussi une éventuelle prise de contrôle, par les mêmes supposés investisseurs russes, du premier quotidien du pays, la *Kronen Zeitung*, pour en faire un journal pro-FPÖ.

Cela fait en réalité des mois que les frasques scandaleuses de responsables du FPÖ rythment la vie



Novembre 2018, à Vienne : manifestation contre la politique antimigrants de l'ex-ministre de l'Intérieur Kickl.

politique. La dernière en date était la publication il y a quelques semaines d'un poème, où les migrants étaient assimilés à des rats, par le maire adjoint FPÖ de Braunau, la ville natale d'Hitler. Chaque fois, les dirigeants du FPÖ ont prétendu qu'il s'agissait d'exceptions et ont poussé les personnes mises en cause à démissionner et à se faire oublier. Cette fois, il s'agit du chef lui-même, piégé comme un petit truand stupide et inexpérimenté.

Pour un parti qui répète sur tous les tons qu'il veut protéger l'Autriche et ses valeurs, cette collusion étalée sur la place publique avec une représentante de la mafia russe a fait tache. Reste à savoir qui a rendu cette

vidéo publique. S'agit-il d'un règlement de comptes entre les deux partis au pouvoir ? En effet le FPÖ, qui contrôlait en particulier les ministères de l'Intérieur et de la Défense, se servait de ses positions pour placer grossièrement ses affidés, sans respecter le consensus feutré qui prévaut depuis longtemps au sein du personnel politique autrichien pour la répartition des postes. Strache n'a-t-il tout simplement pas honoré un contrat promis à un oligarque ? N'a-t-il pas renvoyé l'ascenseur aux services secrets russes ? Peu importe. Par quelque bout qu'on le prenne, cela a des relents de pourriture.

Ceux qui sont choqués par les provocations racistes et xénophobes permanentes

du FPÖ ne peuvent que se réjouir de la chute de son chef. Reste que cette crise est pour l'instant circonscrite au personnel politique de la bourgeoisie. Et l'ÖVP de Kurz espère bien en sortir renforcé et pouvoir poursuivre la politique qu'il mène depuis un an et demi, une politique antiouvrière marquée par l'introduction de la journée légale de travail de douze heures, les attaques contre l'assurance maladie, la diminution d'un certain nombre de budgets sociaux, la discrimination renforcée contre les migrants, etc. Une politique qui, même débarrassée de ses aspects les plus odieux émanant du FPÖ, restera entièrement à combattre.

Henri Marnier

Déchets plastiques : le capitalisme à la poubelle !

Les représentants de 187 États réunis à Genève ont résolu d'inclure les déchets plastiques dans la liste des produits dangereux dont il faut contrôler les déplacements internationaux et l'élimination.

Cette décision fait suite aux études démontrant que moins de 10% des plastiques produits chaque année sont recyclés, 12% incinérés et que le reste se promène sur la Terre pour les siècles à

venir. La Chine, qui recevait 600 000 tonnes de déchets plastiques par mois, n'en accepte plus désormais que 30 000 tonnes. Le reste irait échouer dans les vastes décharges de pays encore plus

mal lotis d'Asie ou d'Afrique.

Les pays riches exportent en effet leurs ordures dans les pays pauvres. Ces poubelles sont souvent le résultat d'un tri devenu à la mode et soutenu par des campagnes étatiques qui culpabilisent les consommateurs et veulent apprendre le bon geste aux enfants dès l'école. Les entreprises du recyclage, subventionnées par l'État et les collectivités, font assumer une partie de leur travail par les consommateurs eux-mêmes et obtiennent de confortables profits. Quant aux déchets plastiques, elles les exportent, prétendument à des fins de recyclage. Mais l'assemblée de Genève a reconnu que seuls 10% de ces déchets sont transformés. Pour le reste, le recyclage est impossible ou pas assez rentable. Les déchets sont alors en partie incinérés, en général laissés sur place ou jetés à la mer. Le bambin qui jette gentiment sa canette de soda au tri sélectif pourra la retrouver quelques mois après sur la plage.

Les pays qui reçoivent

les déchets n'ont aujourd'hui aucun moyen de savoir ce qu'ils contiennent réellement. Les accords signés à Genève sont censés permettre, d'ici quelques années, de refuser des plastiques polluants non recyclables. Encore faudrait-il que les États aient les moyens politiques et administratifs de le faire. C'est-à-dire qu'ils aient les moyens et la volonté de résister aux grandes puissances à l'extérieur, et aux margoulins prêts à tout à l'intérieur, les uns et les autres étant le plus souvent très bien représentés dans les gouvernements.

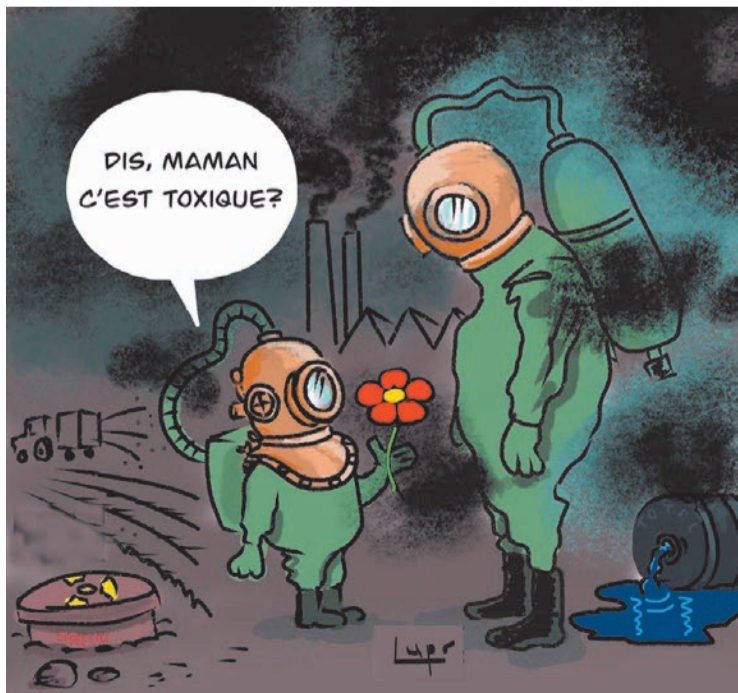
Les représentants des États-Unis, soutenus par les porte-parole de l'industrie chimique internationale, ont combattu cet accord. On les comprend : la plus grande puissance économique et financière mondiale a exporté l'an passé 157 000 grands conteneurs pleins de déchets de plastique fabriqué et vendu par l'industrie.

On peut laisser les diplomates et les ONG discuter à perdre haleine de la façon de

se débarrasser des déchets. On constatera, année après année, que leur quantité augmente, qu'ils constituent un sixième continent au milieu du Pacifique, qu'ils tapissent le fond des mers et remplissent le ventre des poissons, que les décharges grandissent et que des hommes en meurent, de plus en plus nombreux. Rien ne changera tant que le mal ne sera pas pris à la racine, et que l'on ne s'en prendra pas aux entreprises qui le produisent.

Chaque patron est libre de conditionner comme il veut sa marchandise. L'industrie chimique est libre de fabriquer toujours plus de plastique car cette matière coûte moins cher à produire qu'à recycler. Chaque capitaliste n'a à se soucier que de son profit immédiat et absolument pas des conséquences. Pour le plastique comme pour le reste, la liberté du capital de faire ce qu'il veut, c'est l'enfer pour les autres. C'est à elle qu'il faut mettre un terme.

Paul Galois



Loi mobilités : s'ils n'ont pas de train, qu'ils prennent une trottinette !

Après le Sénat, l'Assemblée nationale va entamer l'examen du projet de loi sur « l'orientation des mobilités », censé régir le développement des transports dans les décennies à venir. Ce projet illustre parfaitement l'incapacité de la bourgeoisie à répondre aux besoins croissants de transports et à conjurer les menaces que son système fait peser sur la nature et les hommes,

Alors que les experts du climat ne cessent d'alerter sur les conséquences catastrophiques du réchauffement climatique et de la pollution atmosphérique, la part du transport ferroviaire de marchandises dans l'Union européenne est passée entre 1971 et aujourd'hui de 45 % à 17 %. Dans la même période, le transport par route est passé de 37 à 73 %. En France, le fret ferroviaire, ouvert à la concurrence depuis 2003,

a été divisé par deux et ne représente plus que 15 % du secteur. Les axes routiers, dont l'entretien est laissé à la charge des collectivités, sont surchargés de poids lourds empoisonnant l'existence des habitants des territoires traversés.

L'évolution du transport de voyageurs est tout aussi catastrophique : faute d'investissement et d'entretien dans les infrastructures ferroviaires, une fraction considérable du réseau ferré et de ses équipements est frappée de vétusté. Des ralentissements sont imposés sur 4 900 kilomètres de voies. En région parisienne, les usagers des transports subissent quotidiennement pannes, retards ou suppressions de trains dans un réseau hors d'âge et saturé.

Faute d'entretien, près d'un tiers du réseau ferré est menacé par la disparition des prétendues petites

lignes, pourtant vitales pour les habitants et l'avenir des régions concernées. Plutôt que d'investir massivement dans la construction et la régénération du réseau, la SNCF, sous l'injonction des gouvernements successifs, remplace les trains par des bus. Au mépris de la pollution atmosphérique, elle multiplie encore les risques d'accidents routiers. Et bien souvent les travailleurs n'ont plus d'autre choix que d'utiliser leur voiture pour se déplacer, occasionnant des frais et de la fatigue supplémentaire. Des gares sont fermées partout sur le territoire, malgré l'opposition des populations concernées.

Le projet de loi gouvernemental ne fait qu'encourager cette évolution. Il consacre le désengagement de l'État, laissant aux autorités organisatrices de transports, c'est-à-dire aux régions, le soin de financer



Trottinettes ou monoroues pour remplacer les trains ?

ou d'abandonner les lignes desservies. D'autre part il veut généraliser l'ouverture à la concurrence dans les trains, les bus, alors que cela ne peut qu'introduire encore plus de gaspillage et d'anarchie.

Pour masquer cet abandon, le gouvernement glose sur ce qu'il appelle les nouvelles mobilités, à savoir les vélos, les trottinettes, le covoiturage, les véhicules dits propres, qu'il prétend encourager. Elles ont toutes le mérite, aux yeux du gouvernement, d'utiliser la route, et ne nécessitent aucune réelle infrastructure nouvelle. Quant à la prime mobilité maximale de 400 euros par an que le patronat pourrait verser aux salariés cyclistes ou covoitureurs, elle est pour l'instant optionnelle et de toute façon serait à mille lieues de résoudre les

problèmes de transport des millions de travailleurs.

L'organisation de la société capitaliste est aberrante, celle des transports est à son image. Pour commencer, il faudrait immédiatement embaucher des centaines de milliers de travailleurs dans la construction et la régénération des infrastructures de transport collectif.

Pour assurer à chacun le droit de se déplacer et préserver l'environnement, il faudrait instaurer la gratuité des transports en commun, leur développement harmonieux en fonction des besoins de la population et des générations à venir, de l'échelon local jusqu'à l'échelon international. Et pour cela, il faudra tout d'abord retirer le permis de conduire l'économie à la classe capitaliste.

Christian Bernac

Méto-boulot-dodo : loin des transports de rêve

Lors du récent salon Vivatech, consacré aux technologies de pointe, Airbus et la RATP ont présenté un projet commun : celui d'un hélicoptère électrique, qui serait appelé, selon ses concepteurs et promoteurs, à prendre place dans la gamme des transports urbains

comme une sorte de taxi volant.

La RATP, qui a déjà prévu les sites lui appartenant sur lequel cet engin pourrait atterrir et décoller, le présente comme la solution d'avenir pour aller, par exemple, de l'aéroport de Roissy ou d'Orly au quartier d'affaires de la

Défense.

Cet avenir ne changera rien au quotidien de millions de salariés qui doivent prendre des transports en commun bondés, vétustes et peu confortables pour aller travailler dans les grandes agglomérations.

P.L.

Taxis, ambulances, auto-écoles : tous dans la rue, parce que tous menacés

Chauffeurs de taxi, ambulanciers et moniteurs d'auto-école ont manifesté lundi 20 mai, multipliant les opérations escargot et les ralentissements. Ce mouvement a rassemblé des professions qui n'ont pas seulement en commun d'utiliser des véhicules, mais aussi de voir leur gagne-pain menacé par les lois que prend le gouvernement.

Pour les taxis, il s'agit avant tout de réagir contre la concurrence des chauffeurs de VTC, comme ceux de la plate-forme Internet Uber. Ils craignent que la nouvelle loi dite « mobilité » ne permette à ces derniers d'emprunter comme eux les

couloirs de bus ou d'obtenir des places de stationnement sur la voie publique, des stations Uber en quelque sorte. Or, disent-ils, ils ont payé cher une licence pour bénéficier de ces avantages, ce qui n'est pas le cas des VTC. Cette guerre dure depuis l'arrivée des plateformes Internet sur ce marché et c'est en grande partie une guerre entre pauvres qui veulent essayer de s'en sortir en se mettant à leur compte, car le chauffeur de taxi qui a dû s'endetter pour payer sa licence et le jeune qui se fait exploiter par Uber sont issus de situations similaires, voire des mêmes banlieues.

Les propriétaires

d'auto-école, eux, protestent contre la réforme en cours du permis de conduire, qui supprimerait l'obligation de disposer d'un local. Elle favoriserait ainsi le développement des auto-écoles en ligne, employant des moniteurs auto-entrepreneurs et capables de proposer des leçons moins chères. Ils s'insurgent aussi contre la possibilité pour le candidat de s'inscrire directement à l'examen.

Quant aux ambulanciers, ils continuent ainsi un mouvement débuté fin 2018 contre une réforme qui prévoit que ce soit les hôpitaux et les cliniques qui paient directement les transports des malades, et



Manifestation d'ambulanciers sur la périphérie parisienne en novembre 2018.

non plus l'Assurance maladie. Ils craignent ainsi que, soucieux d'économies budgétaires, les établissements favorisent dans les appels d'offres les grands groupes pour le retour à domicile des patients.

Cette protestation mêle des petits patrons, comme ceux des auto-écoles qui n'emploient guère plus de quatre salariés, ou ceux des petites sociétés

d'ambulances, leurs salariés qui craignent de voir leur emploi menacé, ou des chauffeurs individuels. Tous dénoncent ce qu'ils appellent l'ubérisation. Mais derrière cette évolution, c'est le talon de fer du grand capital qui est à l'œuvre, écrasant ceux qui avaient cru lui échapper et trouver une certaine liberté en n'étant pas salariés.

Daniel Mescla

Ratp-Bus : la direction tente l'intimidation

Mardi 21 mai, au dépôt de bus de Croix-Nivert situé dans le 15^e arrondissement de Paris, de nombreux conducteurs étaient en grève contre la convocation en procédure disciplinaire pouvant aller jusqu'au licenciement de deux militants connus de la CGT : Cemil et Michael.

Un rassemblement a commencé dès 6 heures devant le dépôt, avec le soutien de cheminots, postiers, de l'union locale CGT et de travailleurs d'autres dépôts de bus, du métro et de la maintenance. La CGT, le syndicat SAT, Solidaires, le Parti communiste, et des représentants de La France insoumise et de Lutte ouvrière ont pris la parole.

La direction reproche aux militants CGT un « harcèlement moral d'ambiance » à l'encontre d'une quinzaine de cadres et maîtrises du dépôt de bus. C'est la première fois que ce motif est avancé. Il n'est donc pas question de menaces, d'insultes ou de fautes dans leur travail. Pour baser son accusation, la direction a mené une enquête interne durant un an et demi. Lors des entretiens disciplinaires, il a juste été possible de consulter une partie des 270 pages du rapport d'enquête. Les témoignages tournent autour d'un état de souffrance des membres de l'encadrement quand les militants CGT viennent les voir pour faire respecter les conditions de travail, les règles de fonctionnement, les noms des cadres « en souffrance » étant masqués pour soi-disant éviter des représailles.

C'est bien d'une criminalisation de l'activité syndicale qu'il s'agit. Cette cabale organisée par la direction ne vise qu'à affaiblir une section CGT revendicative, et bien entendu les travailleurs avec. La direction a un délai pour donner sa décision mais chacun s'attend à ce qu'elle poursuive la procédure en envoyant les deux militants au conseil de discipline de la RATP, seule habilité pour les sanctions lourdes comme le licenciement.

Vers 11 h30, la direction a fait intervenir les CRS dans le dépôt pour expulser les manifestants. Avant cela, les non-grévistes ont dû quitter la cour du dépôt où ils côtoyaient les grévistes, pour

être entassés dans la salle du personnel. Lors de l'évacuation par les CRS, un manifestant ayant reçu un jet de gaz lacrymogène en pleine figure a dû être emmené aux Urgences. L'accès du dépôt était ensuite impossible, gardé par les CRS.

Bien que choqués des méthodes violentes de la direction envers les travailleurs, beaucoup n'en sont pas surpris. La matraque et l'accusation de « harcèlement moral d'ambiance » montrent que la brutalité est du côté de la RATP. Sa direction voudrait avoir les coudées franches pour gérer les dépôts en sous-effectif, traiter les travailleurs comme des pions qui n'ont rien à dire. Avec la future ouverture à la concurrence du réseau bus, elle craint les réactions des travailleurs que ces militants syndicaux tentent de préparer.

Correspondant LO



Les grévistes devant le dépôt des bus.

Urgences à Nantes et Saint-Nazaire : les personnels continuent la grève

En grève à Nantes depuis le 30 avril et à Saint-Nazaire depuis le 10 mai, les personnels des Urgences poursuivent le mouvement qui devient national. Ils sont nombreux à être réquisitionnés et ceux qui travaillent se retrouvent en

situation très tendue. Ils réclament entre autres « des effectifs soignants à la hauteur des besoins pour pouvoir accueillir dignement les usagers, des lits d'hospitalisation en nombre suffisant pour poursuivre les soins dans un service adapté (...) »

une reconnaissance financière » et s'inquiètent aussi des 350 fermetures de lits annoncées pour le nouvel hôpital qui doit remplacer le CHU Hôtel-Dieu de Nantes.

Ils sont conscients que les Urgences ne sont que la partie immergée de l'iceberg et constituent le symptôme d'une structure qui va mal.

Après une rencontre avec la direction qui ne satisfait pas les demandes de postes et malgré les pressions que celle-ci tente d'exercer, le ton monte. Suite à une nouvelle assemblée générale mardi 21 mai, qui a réuni encore plus de monde, de nouvelles actions sont prévues et une manifestation nationale s'organise.

Correspondant LO



Siaap - Île-de-France : grève pour les salaires

Plusieurs centaines de travailleurs sur les 1 700 du Siaap, le syndicat d'assainissement des eaux regroupant principalement Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne, se sont mis en grève pour les salaires lundi 20 mai au matin à l'appel de la CGT, de FO et de l'UNSA.

Particularité du Siaap, il est présidé par un élu du Parti communiste, d'ailleurs en 29^e position sur la liste PCF aux Européennes, et son directeur général vient de la CGT. Mais cela ne change pas grand-chose aux relations direction-travailleurs en interne.

Le mécontentement couvait depuis un moment. Fonctionnaires territoriaux, hormis environ 5 % de contractuels, les travailleurs ont leur point d'indice gelé depuis des années. Primes et indemnités, qui dépendent de leur direction, représentent plusieurs centaines d'euros en plus du salaire de base. Alors ils se battent pour la revalorisation de leur régime indemnitaire, inchangé depuis 2004.

En décembre-janvier derniers, les ouvriers en 3x8 d'Achères ont mené un mouvement déterminé, qui a obtenu 150 euros de prime de nuit mensuelle. Début mai 2019, une soixantaine de travailleurs des laboratoires ont aussi fait grève plusieurs jours.

La grève a bien démarré un peu partout, à Achères, Colombes, Clichy, Charenton, Noisy, Triel... Le directeur général avait dit le vendredi précédent, pour la décourager : « Il n'y aura aucune ouverture de négociations quels que soient les

moyens employés ». Cela a eu plutôt l'effet inverse.

Tout le monde a en mémoire la grève de 2011, qui a duré huit jours avant que la direction ne craque, accordant une prime de pénibilité et une enveloppe de 770 000 euros. Cette fois, sur les piquets, des militants syndicaux évaluent à 400 euros supplémentaires par mois ce qu'il faut obtenir. Certains réclament aussi 1 000 euros de prime « Macron gilets jaunes ».

À Triel, plus du tiers des 85 travailleurs sont en grève. À Achères, 120 étaient présents à l'assemblée de lancement, et près de 25 % en grève, plus le lendemain. Deux piquets contrôlent les entrées, dont l'un jour et nuit. Achères est la plus grosse station d'épuration d'Europe, deuxième au monde derrière Chicago. Elle assure 70 % de l'assainissement des eaux de l'Île-de-France. 800 travailleurs y tournent en six équipes jour et nuit toute l'année. C'est un site Seveso, qui doit proportionner le travail effectué au nombre de travailleurs présents pour assurer la sécurité du processus chimique d'assainissement.

Une grève très suivie pourrait obliger le Siaap à rejeter en Seine des eaux non traitées et à devoir payer des pénalités.

Correspondant LO

Ex-GMS : un parfum de lutte de classe sur la Croisette

Le film *On va tout péter*, qui retrace deux années de lutte des travailleurs d'ex-GMS de La Souterraine, dans la Creuse, contre la liquidation de leur entreprise, a été projeté au Festival de Cannes dans le cadre de la Quinzaine des réalisateurs.

Menaces de faire sauter l'usine, occupation des préfectures, blocage de la production de PSA Poissy et des usines Renault : leur lutte a été filmée par le cinéaste Lech Kowaleski, lui-même un temps arrêté

et mis en garde à vue pour avoir refusé de cesser de filmer une entrevue à la préfecture !

Le temps d'un défilé sur la Croisette, la jet-set, les starlettes et les paillettes ont été remplacées par une quarantaine d'ouvriers en bleus, brandissant les portraits des 157 travailleurs sacrifiés sur l'autel des profits des donneurs d'ordre riches à milliards : PSA et Renault. Et ce n'était pas du cinéma !

Correspondant LO

Hôpital Pitié-Salpêtrière Paris : **Hirsch pris à partie**

Dans le cadre des journées portes ouvertes de l'AP-HP, la cérémonie de remise des Trophées patients AP-HP s'est déroulée jeudi 16 mai à la Pitié-Salpêtrière, en présence de Martin Hirsch, directeur des hôpitaux de l'APHP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris).

À l'initiative de l'inter-syndicale, un comité d'accueil a été organisé et une centaine d'hospitaliers sont entrés dans l'amphithéâtre. Face à la colère et aux slogans qui fusaient comme : « De l'argent pour les formations, du fric pour des emplois, arrêt des fermetures de lits en gériatrie, augmentez les salaires », Hirsch ne s'est pas aventuré plus loin que l'entrée de l'amphithéâtre.

Le directeur des hôpitaux voulait parler, car il avait, paraît-il, des choses à dire. Mais ce n'était que « Il y aura des négociations avec vos syndicats », ce à quoi la salle répondait en criant « Il n'y a rien à négocier, c'est 100% des aides-soignantes qui ont réussi le concours qui doivent partir en

formation d'infirmières », et « Les lits de gériatrie ne doivent pas fermer. » Puis Hirsch est sorti avant d'être entouré et poursuivi dans tout l'hôpital par le personnel qui l'interpellait en lui demandant des comptes sur de nombreux sujets.

La direction de l'AP vient en effet de prendre une décision concernant la formation professionnelle qui choque beaucoup d'hospitaliers. Sur 410 aides-soignantes et auxiliaires de puériculture qui viennent d'être reçues au concours d'infirmier, 352 ont appris qu'elles ne seront pas prises en formation professionnelle. Jusqu'à maintenant, elles gardaient leur salaire au cours de leur formation. Désormais, si elles veulent la suivre, elles devront se

mettre en disponibilité sans salaire et payer en plus 20000 euros de leur poche la formation de trois ans. Cette décision en découragera probablement un certain nombre.

Refuser de financer les études des aides-soignantes qui réussissent le concours d'infirmière prouve bien l'hypocrisie des directeurs d'hôpitaux qui affirment ne pas trouver de personnel pour occuper les postes disponibles. En fait, ils ne veulent pas recruter, et cela ne peut qu'aggraver encore le sous-effectif déjà dramatique dans beaucoup de services.

Le mécontentement est réel et mûrit dans les esprits. Jeudi 16 mai, le directeur Martin Hirsch a dû se réfugier dans le bâtiment de la direction. Tout le personnel était content d'avoir montré à ce monsieur que ses décisions ne passent pas comme une lettre à la poste.

Correspondant LO



Passage dans les services quelques jours avant la grève.

Hôpital de la Timone Marseille : **grève en pédiatrie**

Vendredi 10 mai, une vingtaine d'infirmières et auxiliaires puéricultrices de la pédiatrie de l'hôpital de la Timone, à Marseille, ont fait grève. Elles avaient déjà plusieurs fois alerté sur la dégradation de leurs conditions de travail. Sans réponse de la direction, elles ont décidé, soutenues par la CGT, de se mettre en grève.

Depuis des mois, le personnel de nuit travaille en sous-effectif, avec des départs toujours pas remplacés. Aux urgences enfants, les infirmières reçoivent des enfants dans des situations graves ou vitales. Il faut soigner, bien sûr, mais il faut aussi rassurer, calmer, mettre en confiance les enfants et leurs familles. Pour cela, il faut du temps que le personnel n'a plus.

Il faut ensuite leur trouver une place dans les unités d'hospitalisation pédiatrique, déjà surchargées. En chirurgie, les infirmières sont souvent seules avec une ou deux auxiliaires pour une unité de 22 lits ou plus. En oncologie, le service reçoit des enfants avec des traitements très lourds : chimiothérapies, immunothérapies, traitements innovants, qui nécessitent une surveillance constante.

Partout le personnel manque. Les RTT et récupérations non pris s'accumulent, entre 100 et 300 heures pour chaque agent. Les vacances non pourvues sont comblées, en partie, par des agents de l'hôpital d'adultes, en heures supplémentaires, et qui ne sont pas préparés à prendre en charge ces enfants en souffrance. En outre, dès qu'une équipe est à peu près en nombre, une infirmière est envoyée dans un autre service de la pédiatrie. Cela s'appelle la mutualisation. Mais que peut faire une infirmière parachutée pour une vacation dans un service dont elle ne connaît ni la pathologie ni

les petits patients ? En stress permanent, même les plus chevronnées ont peur de ce qui peut arriver, d'une erreur, de devoir faire un choix entre plusieurs enfants en situation d'urgence.

Cette fois, la colère et l'indignation étaient telles qu'au lieu d'un débrayage ou de travailler avec l'inscription « en grève » sur leur blouse, comme souvent dans les hôpitaux, les infirmières ont fait grève toute la nuit. Elles ont repris le travail la nuit suivante, ne voulant pas laisser leurs collègues de l'après-midi assurer une nuit de plus la continuité des soins.

Cette détermination, rarement vue, a obligé la direction à les recevoir et à entendre leurs revendications : remplacement des postes vacants, remplacement anticipé des congés maternité et de tous les départs à la retraite, maintien et renforcement du pool de nuit, arrêt de la mutualisation. La direction leur assurant que du personnel était en cours de recrutement, les grévistes lui ont donné une semaine pour dire précisément combien et sur quel poste.

Lundi 19 mai, suite à un nouveau préavis de grève déposé par la CGT pour permettre de futurs mouvements, tous les services de l'hôpital, adultes et enfants, ont été touchés par des réquisitions. Cela a eu pour résultat de mettre les autres agents de la Timone au courant de la grève.

Correspondant LO

Hôpital de Beauvais : **les Urgences en grève**

Entamée lundi 13 mai, la grève des Urgences du centre hospitalier Simone Veil de Beauvais, suivie par la moitié du personnel concerné est entrée dans sa deuxième semaine.

Comme dans tout le pays, les Urgences de Beauvais sont au bord de l'explosion. Le nombre de patients est passé de 120 à 180 passages par jour, avec un effectif stable. Il manque huit médecins. Faute de personnel, les patients sont parfois livrés à eux-mêmes sur des brancards. Il n'est pas rare qu'une infirmière cumule deux services pour remplacer une collègue, et les rappels sur les jours de repos sont monnaie courante. Sur l'ensemble de l'hôpital, 2250 jours de RTT n'ont pu être pris par les agents en

2018, et 123315 heures supplémentaires non rémunérées, non récupérées, ont été recensées. La direction veut bien accepter de les payer... à partir de la 400^e heure : il faudrait travailler gratis pendant trois mois pour se voir payer la première heure supplémentaire.

Les effectifs sont tellement serrés que tout le personnel en grève est « assigné » d'office et doit donc assurer son service. Les grévistes se rassemblent régulièrement devant l'hôpital, distribuant des tracts et faisant signer une pétition

qui a recueilli en 48 heures plus de 3000 signatures. D'autres actions sont prévues dans la semaine, et les grévistes envoyaient une délégation à l'assemblée Inter-Urgences du samedi 25 mai à Paris.

Alors que le personnel des Urgences réclame cinq postes supplémentaires, la direction n'en propose qu'un, et encore en le prélevant sur un autre service. Car, dit le directeur, « Je n'ai ni chéquier ni caisse noire » pour répondre aux demandes.

Mais si, le chéquier et la caisse noire existent : les Pinault et autres Bernard Arnaud les ont sortis pour Notre-Dame !

Correspondant LO



SNCF Sud-Ouest: moins de service pour plus de profit

Ryanair: les salaires volent en rase-motte

Le syndicat national du personnel navigant, SNPNC, a saisi l'inspection du travail contre Ryanair, compagnie aérienne irlandaise à bas coût, pour non-conformité avec la législation française.

Depuis deux mois en effet, une centaine de salariés de la compagnie aérienne, hôtesses et stewards, se retrouvent dans une complète précarité. En abandonnant leur base à Londres pour rejoindre les deux nouvelles bases de Ryanair en France, à Bordeaux et Marseille, ils espéraient bénéficier de la législation française. Mais en avril dernier, après un mois de travail, ils n'ont touché qu'un salaire très inférieur à la rémunération applicable aux salariés français.

Une salariée s'est ainsi retrouvée avec une paie d'un peu plus de 400 euros au lieu des 1 000 à 1 200 livres (1 140 à 1 370 euros) qu'elle touchait lorsqu'elle était établie à Londres. L'ensemble des personnels navigants n'auraient gagné que 540 à 620 euros. « Certains n'auraient même pas été payés du tout », dénonce la secrétaire générale du SNPNC-FO, qui soupçonne Ryanair de prélever des cotisations patronales sur les salaires.

L'été dernier, suite à cinq grèves, la direction de la compagnie avait dû céder en partie aux revendications des pilotes irlandais, renonçant aux réductions de postes envisagées. Les grévistes avaient également obligé leur patron à accepter la création de syndicats, interdits jusque-là dans l'entreprise. Puis fin septembre 2018 les hôtesses, stewards et pilotes avaient de nouveau fait grève, provoquant l'annulation de 250 vols. Ils réclamaient des contrats relevant de la législation du travail du pays où ils travaillent, et non pas nécessairement de l'Irlande, l'une des plus défavorables aux salariés en Europe.

Ryanair, qui a annoncé le 20 mai un bénéfice de 1,02 milliard d'euros, continue donc à voler ses salariés pour rester l'une des compagnies les plus rentables d'Europe. Du moins jusqu'à ce que les travailleurs réussissent à la contraindre à respecter leurs droits.

Aline Rétesse

Le service de transport ferroviaire se dégrade d'année en année: on peut le constater en particulier dans le Sud-Ouest avec la suppression d'un train Bordeaux-Nantes vendredi 10 mai par manque de matériel, la fermeture temporaire pour travaux de la ligne Narbonne-Toulouse sans service de car de remplacement du 4 au 8 mai.

De même, les liaisons Perpignan-Villefranche et Capdenac-Aurillac ont été supprimées, la SNCF profitant pour l'une d'un accident de car survenu le 14 décembre 2017, pour l'autre de l'incendie de la gare de Figeac en novembre 2018. La ligne Alès-Bessèges est fermée - pardon, suspendue - depuis 2012, la SNCF l'ayant laissée pourrir pendant des années et ayant ainsi rendu impossible la circulation sur cette voie, et ainsi de suite.

La liste des coupes est longue et ne devrait cesser

de s'allonger, vu la volonté d'économies annoncée par le rapport Spinetta, qui a été le prélude à la réforme ferroviaire, en février 2018: « Le maintien à long terme de ces lignes nécessiterait de tripler l'effort de renouvellement, pour atteindre environ 500 millions d'euros annuels. À niveau d'effort constant, selon SNCF Réseau, 4 000 km de lignes sur 9 000 pourraient être fermés aux voyageurs d'ici 2026, en raison de leur obsolescence. » Et le même rapport mettait en avant l'économie de 1,2 milliard d'euros en infrastructure et

en matériel, en cas de fermeture de ces lignes.

Pour gagner de l'argent, la SNCF ne se contente pas de faire des économies, elle traque aussi le moindre gain possible aux dépens des voyageurs. Il n'y a plus d'excuse pour l'achat d'un billet à bord, une surtaxe pouvant aller jusqu'à 60 euros s'appliquant, alors qu'il y a de moins en moins de guichets de vente ouverts et que les automates dysfonctionnent régulièrement. Un autre type d'économie est la disparition des fiches horaires papier, comme pour les TER de la région PACA, etc.

De pire en pire: à croire que la direction de la SNCF veut vraiment dégoûter les usagers du train!

Correspondant LO



La gare de Figeac, détruite par un incendie, prétexte à l'interruption de la liaison Capdenac-Aurillac.

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante: LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Sans-papiers : **halte aux expulsions!**

Le 19 mai, plusieurs centaines de sans-papiers ont envahi le terminal 2 de l'aéroport de Roissy à l'appel des collectifs La Chapelle debout et Gilets noirs, pour dénoncer les expulsions dont ils sont victimes et la façon dont ils sont traités en général.

Ces hommes et ces femmes en situation irrégulière souhaitent s'adresser au Premier ministre, Edouard Philippe, ainsi qu'au PDG d'Air France pour

demander à la compagnie aérienne de « stopper toute participation financière, matérielle, logistique ou politique » aux reconduites à la frontière. « En 2018, plus de 1 000 personnes ont été déportées depuis le seul centre de rétention administrative du Mesnil-Amelot », ont-ils dénoncé.

Les 25 centres de rétention en France dans lesquels sont enfermés les sans-papiers en attente d'expulsion sont surpeuplés et les conditions de vie y sont indignes : nourriture en quantité insuffisante voire périmée, manque de chauffage, absence totale d'intimité et conditions d'hygiène déplorable. À cela s'ajoutent l'anxiété liée à une expulsion imminente, la peur d'être réveillé en pleine nuit par la police pour être conduit à l'aéroport et ligoté à bord d'un avion. Le Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés) dénonçait

ainsi dans la revue *Plein droit* de mars 2019 les « brutalités, commises notamment par les brigades spécialisées lors des embarquements, qui accroissent considérablement le climat de peur diffuse. La crainte d'être maltraités au pied des pistes conduit beaucoup d'étrangers et d'étrangères à monter dans les avions sans résister, ce qui leur évite aussi des poursuites judiciaires qui les conduiraient en prison. Refuser de se soumettre à l'arbitraire administratif expose en effet à des sanctions, pénales cette fois. Avec, en ligne de mire et pour quelques mois, la prison, puis le retour en rétention, puis de nouveau la prison ».

Cette situation est aggravée par une série de lois et règlements comme le règlement dit « Dublin III », qui sont autant de freins à la possibilité de bénéficier du droit d'asile. Avec ce règlement, les exilés, par

exemple, ne peuvent pas choisir le pays dans lequel ils souhaiteraient demander l'asile. Les dirigeants des États européens refoulent vers leur pays d'origine des hommes et des femmes qui fuient la guerre et la misère dont ces dirigeants portent pourtant la responsabilité. Les migrants veulent seulement trouver un pays dans lequel ils pourraient se sentir en sécurité, travailler et vivre dignement. Ils doivent pouvoir le faire en toute liberté. Il faut imposer la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous!

Aline Rétesse

À l'appel de Stop Dublin, regroupement de plusieurs organisations de défense des demandeurs d'asile, ainsi que le Gisti, ou encore le Mrap, une manifestation est prévue le 25 mai, départ du métro La Chapelle à Paris à 14 heures.



Congrès CGT : les vraies questions

Le 52^e congrès de la CGT s'est clôturé vendredi 17 mai. Il a abordé des questions concernant les luttes des travailleurs comme des questions d'organisation interne et de rapports de forces entre différentes coteries.

Mais la politique de la CGT qui, si elle permet aux militants d'exprimer une certaine combativité, n'offre aucune perspective digne de ce nom aux travailleurs, n'a absolument pas été remise en cause.

La presse bourgeoise s'est gaussée du recul du nombre de syndiqués à la CGT et de sa perte de position comme premier syndicat en France. Il reste que des dizaines de milliers de travailleurs dont des jeunes, des précaires, certains dans des secteurs très difficiles comme la grande distribution, des travailleurs sans-papiers, rejoignent le syndicat en y voyant le moyen de se défendre. Ils le font en sachant qu'ils seront en butte à la répression patronale, aux attaques des chefs, et parfois à l'incompréhension des collègues de travail.

Certains se sont fait entendre au congrès en parlant de lutte de classe et en cherchant à exprimer une forme de radicalité. D'autres, nombreux, ont critiqué les positions de la direction au début du mouvement des gilets jaunes, regrettant que leur syndicat ne se retrouve pas dans ce mouvement populaire qui conteste la politique de Macron.

Certains ont bataillé pour que la CGT rejoigne la Fédération syndicale mondiale (FSM) et quitte

la Confédération syndicale européenne (CSE). Aucune de ces deux fédérations n'a jamais envisagé de contester réellement le pouvoir du patronat ou le système capitaliste. En revanche, dans ces débats, les opposants ont voulu faire passer leur hostilité à l'Europe et donc à la fédération européenne CSE comme un gage de radicalité. C'est dire que, si le sentiment existe que la politique de la CGT aboutit à des impasses, les solutions proposées par ceux qui se présentaient comme opposants n'étaient que des faux-semblants.

Les discussions sur l'organisation interne et la place des unions locales n'apportent pas plus de solutions à la question politique essentielle : comment défendre les intérêts des travailleurs face à la guerre sociale que mènent le patronat et le gouvernement à son service ?

Cette question est restée sans réponse, car ni la direction du syndicat ni ceux qui prétendent la remplacer ne cherchent à s'appuyer vraiment sur la lutte collective des travailleurs pour mettre en échec le pouvoir du patronat. Le congrès s'est conclu par un appel à « amplifier et à généraliser les mobilisations par la grève et les manifestations dans l'unité et la convergence la plus large pour



obtenir le retrait des projets de régression sociale et gagner de nouvelles conquêtes sociales ». Derrière ces mots, les moyens réels de combattre cette régression sociale ne sont nullement discutés. Quant à la façon dont la conscience ouvrière a pu reculer du fait de la culture de l'électoratisme et des illusions sur les négociations avec gouvernement et patrons, elle ne l'est pas non plus.

Pour les militants qui cherchent vraiment à lutter contre l'exploitation, il faudra renouer avec les idées de la lutte de classe, en se détournant de ce ronronnement sans perspectives.

Marion Ajar

Samedi 25 mai : Vive la Commune!

Le 18 mars 1871, les travailleurs de Paris prenaient en main la ville et installaient la Commune. Pour assurer toutes les tâches, ils allaient choisir des représentants, élus et révocables, chargés d'agir dans l'intérêt de l'ensemble de la population laborieuse.

Pour les dirigeants de la bourgeoisie réfugiés à Versailles, cet exemple d'un État à bon marché, dirigé par les travailleurs était intolérable. L'armée

fut chargée de les écraser. Cette première expérience de pouvoir ouvrier ne doit pas être oubliée.

Comme chaque année, les Amies et amis de la Commune de Paris appellent à se réunir devant le mur où des Communards furent fusillés. Lutte ouvrière appelle à participer à cette manifestation :

Samedi 25 mai, à 14h30 à l'entrée du cimetière du Père-Lachaise

rue des Rondeaux, Paris 20^e, métro Gambetta.